

Invasion russe de l'Ukraine : « Plus que jamais collaborer avec les universités ukrainiennes » (VP RI)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°243961 - Publié le 02/03/2022 à 17:47 - Mis à jour le 02/03/2022 à 19:19

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 04/03/2022 à 09:28



Christine Fernandez-Maloigne - © Université de Poitiers

« Nous souhaitons plus que jamais collaborer avec les universités ukrainiennes. Il y a des voix qui se font entendre pour une entrée du pays dans l'UE (Union européenne), ou a minima que ses universités puissent participer aux alliances d'universités européennes, afin de redémarrer les échanges dès que cela sera possible », déclare [Christine Fernandez-Maloigne](#), vice-présidente relations internationales de l'Université de Poitiers et présidente du réseau des VP (Vice-président(e)) RI (Relations internationales), à News Tank le 02/03/2022.

Elle ajoute que « les universités montrent un soutien majeur à l'Ukraine avec laquelle nous portons déjà des collaborations pour de nombreux établissements. Il y a un sentiment fort d'une appartenance à une même culture européenne ».

Concernant les liens avec la Russie, malgré la suspension des relations scientifiques annoncée par le Premier ministre [Jean Castex](#) le 01/03, la vice-présidente souhaite « continuer à travailler et communiquer avec nos collègues russes, comme nous le faisons avec la Turquie, en n'envoyant plus personne mais en accueillant quand même des collègues. Sinon c'est la double peine ! ».

« Nous entendons toutefois qu'il s'agit d'une situation géopolitique très grave et que rompre toute relation, y compris culturelles et scientifiques, est aussi une façon d'inciter le peuple russe à se révolter contre ce qui se passe.

En tout état de cause, il n'est pas question pour nous de stigmatiser les collègues et étudiants russes dans nos établissements, mais les sentiments quant à la poursuite des collaborations sont aujourd'hui partagés dans la communauté. Nous constatons des étudiants et collègues qui refusent d'eux-mêmes de travailler avec des Russes, même si la grande majorité sait que les universités russes sont engagées pour la paix », conclut-elle.

[« Une vingtaine d'étudiants français en Ukraine dont la grande majorité doit être rentrée »](#)

« Les chiffres des étudiants français présents en Ukraine et en Russie sont remontés des universités au Mesri (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation). Au total, il y avait une vingtaine d'étudiants français en Ukraine, dont la grande majorité doit maintenant être rentrée », déclare Christine Fernandez-Maloigne à News Tank.

Elle indique toutefois qu'un nombre plus important d'étudiants français sont présents en Russie. À titre indicatif, selon l'institut de statistiques de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), il y avait 346 étudiants français inscrits en Russie en 2019.

La vice-présidente RI (Relations internationales) de l'Université de Poitiers prend l'exemple de son établissement dont dix étudiants étaient en Russie :

- « Certains sont rentrés dès les premiers appels au rapatriement ;
- d'autres ont souhaité rester dans un premier temps :
 - parmi eux, une partie est en train d'essayer de rentrer, mais c'est très compliqué. Ils essaient d'atteindre la Finlande en bus ou de passer en avion par Dubaï ;
 - d'autres font encore le choix de rester, ce qui est notamment le cas d'une étudiante à Saint-Pétersbourg qui souhaite rester en soutien, dit-elle, au peuple russe qui est opposé à la guerre. »

Concernant les chercheurs et E-C (enseignant(s)-chercheur(s)), « très peu de Français étaient en Ukraine », indique la présidente du réseau, précisant que ces quelques personnes « ont organisé leur retour très rapidement ». En outre, selon elle, « la majorité des personnes qui souhaitent rester en Russie à ce jour ont la double nationalité ».

« Nous sommes dans une démocratie, et chacun dispose de son libre arbitre. Nous n'avons aucun moyen pour obliger les étudiants ou chercheurs qui souhaitent rester en Russie, en Ukraine ou en Biélorussie, à rentrer en France. »

Une vigilance pour accompagner les étudiants ukrainiens et russes

« La circulaire du Mesri du 28/02/2022 nous demande d'identifier et d'aller vers les étudiants ukrainiens et russes, ce que les établissements avaient déjà commencé à faire », déclare-t-elle.

Une vigilance particulière est mise en place pour les accompagner, notamment « parce que les étudiants et personnels russes, dans nos formations et nos laboratoires, peuvent être pris à partie, alors qu'une large majorité est contre la guerre ».

En outre, « le ministère nous a bien indiqué que les étudiants et E-C russes déjà présents en France pourraient poursuivre leurs activités. Toutefois, les chercheurs russes qui avaient prévu de venir prochainement voient leur accueil repoussé, et les conférences ou projets de recherche avec la Russie sont bien entendu mis à l'arrêt », indique Christine Fernandez-Maloigne.

Elle précise que « la question des étudiants russes inscrits via "Études en France" ou de ceux qui pourraient s'inscrire en thèse ou co-tutelle a été posée au MEAE (Ministère de l'Europe et des affaires étrangères). Il semblerait qu'à ce jour il ne soit pas question de repousser leur inscription ».

EC2U : un soutien à l'Université Alexandru Ioan Cuza de Iași (Roumanie), membre de l'alliance européenne

L'alliance européenne EC2U, coordonnée par l'Université de Poitiers, compte parmi ses sept membres l'Université Alexandru Ioan Cuza de Iași, en Roumanie, pays limitrophe de l'Ukraine. Au 01/03, 118 000 Ukrainiens ont franchi la frontière roumaine depuis le début de l'invasion russe, selon la police aux frontières relayée par l'AFP.

Christine Fernandez-Maloigne annonce que « les membres d'EC2U aident financièrement l'université roumaine pour accueillir des réfugiés ukrainiens. Notre partenaire est en première ligne face au conflit, c'est donc normal de l'accompagner ».

Elle ajoute que « l'Université de Poitiers manifeste une grande solidarité avec les chercheurs et étudiants ukrainiens. Nous accueillerons si besoin les étudiants et collègues qui le souhaiteront ».



Christine Fernandez-Maloigne

Co-directrice du laboratoire I3M @ Université de Poitiers/CNRS/Siemens

Vice-présidente relations internationales @ Université de Poitiers

Professeure des universités @ Université de Poitiers

Parcours

Depuis janvier 2022	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice adjointe de la fédération de recherche Mires
Depuis février 2019	Université de Poitiers/CNRS/Siemens Co-directrice du laboratoire I3M
Depuis juin 2016	Université de Poitiers Vice-présidente relations internationales
Depuis mai 2015	Commission Internationale de l'Éclairage Secrétaire de la division sur la technologie de l'image

Janvier 2014 - décembre 2021	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice de la fédération de recherche Mires
Mai 2013 - juillet 2016	Université de Poitiers/CNRS Directrice adjointe du laboratoire XLim
Depuis octobre 2010	Journal of the Optical Society of America Rédactrice en chef adjointe
Janvier 2008 - mai 2013	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice de département au sein du laboratoire XLim
Novembre 2005 - décembre 2011	Université de Poitiers/Université de La Rochelle Directrice du groupe de recherche régional Prides
Depuis 1996	Université de Poitiers Professeure des universités

Établissement & diplôme

1986 - 1989	UTC (Université de technologie de Compiègne) Doctorat
1982 - 1986	UTC (Université de technologie de Compiègne) Diplôme d'ingénieur

Fiche n° 44272, créée le 03/09/2021 à 16:09 - Màj le 03/09/2021 à 16:20

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »